



RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

APPEL à l'unité contre le démantèlement de la Sécurité sociale : LE BUDGET DE LA SÉCURITE SOCIALE DOIT ÊTRE SANCTUARISÉ !

Si officiellement, la France demeure fidèle au programme du Conseil national de la Résistance, aux ordonnances de 1945 créant la Sécurité sociale et aux textes de l'O.M.S., le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS 2014) ne respecte pas ces principes fondateurs.

Le budget de la protection sociale ne peut pas être encadré par une logique comptable : il doit répondre aux besoins et pour cela être sanctuarisé.

On peut trouver les recettes nécessaires :

- Le PLFSS constate de nouveau que la faiblesse des salaires affecte les ressources de la Sécurité sociale.
→ **Oui, il faudrait augmenter les salaires et l'emploi, à commencer par le SMIC !**
- La sacro-sainte « compétitivité » est un artifice du MEDEF. Les exonérations et aides approchent 200 Mds € (10 % du PIB). Les intérêts versés aux banques et les dividendes sont de 300 Mds €/an. Et pourtant les plans sociaux se multiplient, le chômage atteint des records. Pour tout remerciement le patronat... dénonce les déficits ainsi créés.
→ **Il faut réduire ces aides contre-productives !**

1/ Le budget de la branche « retraites » de la Sécurité sociale

Inadmissible : la réforme des retraites est intégrée dans le PLFSS avant le vote du Parlement, mis devant le fait accompli.

- **Nous demandons la suppression des articles qui aggravent la réforme Sarkozy**, notamment l'allongement de la durée de cotisation à 43 ans pour le taux plein, le report à octobre de la revalorisation des pensions sauf les « plus démunis », définis à 787 € !
- **Il faut revenir sur les réformes de la droite** dénoncées dans le passé par l'ensemble des formations de gauche et la plupart des syndicats.

2/ Le budget de la branche maladie

La France était admirée pour la performance de son système de santé. Ce n'est plus le cas. Surpassant dans les coupes nombre de pays européens, pourtant eux aussi en crise, elle s'enfoncé dans les classements OCDE / UE.

- La hausse prévue de seulement 2,4 % entraînera de nouvelles casses du système de santé : sous Jospin elle était de 5 % et encore de 3 % sous Fillon/Sarkozy. Il est nécessaire que le budget de la Sécurité sociale soit augmenté d'au minimum 4 % pour simplement garder le niveau actuel.
- Mieux : il faut revenir sur les franchises et les remboursements. Il faut revenir sur les fermetures et fusions de services, d'hôpitaux, de maternités, les suppressions de personnel nuisant à la qualité des soins avec de plus en plus de patients qui retardent ou renoncent aux soins.

Ces propositions, loin d'être démagogiques, doivent être portées par l'ensemble des forces de progrès.

Pour aider à la mobilisation et aux convergences, SIGNEZ la PETITION et faites-la connaître autour de vous !

Je Signe l'APPEL à l'unité contre le démantèlement de la Sécurité sociale

Nom, prénom : Courriel :

Profession : éventuellement organisation :

Adresse :

Code postal : Ville :

A retourner à : RESO — 121 avenue Ledru-Rollin – 75011 PARIS

www.resistancesociale.fr